

J'aimerais également m'en prendre au ministre d'avoir refusé d'accéder à la requête des plus raisonnables des membres du conseil du Yukon de lui soumettre ainsi qu'au comité, ce comité «équitable» sur le Nord canadien...

• (3.50 p.m.)

M. Roxburgh: Le ministre croit-il que c'est un comité équitable? Nous dira-t-il s'il le juge équitable ou non?

M. Nielsen: Au sujet de la décision prise au sujet de la requête des membres du conseil du Yukon, élus par les habitants de cette région, de comparaître devant le comité et de nous donner leurs vues sur la réforme gouvernementale, le comité s'est montré des plus injustes. Il s'est montré des plus injustes à cause de la majorité du gouvernement au sein du comité qui a voté contre cette requête. Dans quelle démocratie vivons-nous donc... Les représentants élus d'un organisme dûment constitué présentent une requête au comité et en appellent au ministre...

L'hon. M. Laing: Ils ne se sont pas plaints à moi.

M. Nielsen: Ils se sont plaints au ministre, ce que les membres du conseil vous confirmeront.

L'hon. M. Laing: Vous avez rédigé vous-mêmes leurs griefs pour eux.

M. Nielsen: Cette allégation du ministre, monsieur le président, portant que j'ai «rédigé leurs griefs pour eux» est tout à fait fausse. Elle est mensongère et le ministre le sait.

L'hon. M. Laing: Vous avez déjà dit la même chose au sujet d'une autre question.

M. Nielsen: Lorsqu'il a soulevé à la Chambre la question sur laquelle il a des renseignements il savait qu'il y avait aussi une bonne réponse à lui donner. Il a négligé de mentionner au cours des délibérations devant le conseil que les membres avaient reçu des explications complètes quant à l'auteur de cette partie du document dont il parle. Il n'a pas voulu en faire mention au conseil. Il voulait se montrer «juste». Juste, mon œil!

L'hon. M. Laing: Vous l'avez nié catégoriquement.

M. Nielsen: Je ne l'ai pas nié catégoriquement. Le ministre le sait et le compte rendu [M. Nielsen.]

des délibérations du comité le confirmera. Que le ministre cesse donc maintenant de tromper le comité.

L'hon. M. Laing: La preuve y est.

M. Nielsen: Le ministre a tort et sa déclaration est fausse. Il n'en demeure pas moins que l'appel des membres du conseil au ministre est tombé dans l'oreille d'un sourd. L'appel des représentants élus du Yukon au comité a eu ce sort. Pourquoi, monsieur le président? Peut-être est-ce parce que je représentais une épine au pied du comité. Peut-être avais-je dit quelque chose qu'on ne prisait pas ou qu'on n'approuvait pas ou peut-être a-t-on pensé que j'allais faire de la politique.

Les membres élus par les citoyens du Yukon voulaient qu'on les entende mais on leur a refusé ce droit. Je pourrais ajouter que certains de mes amis du côté des Créditistes se sont joints à la majorité libérale au comité pour leur refuser ce droit, tout comme l'ont fait d'autres membres appartenant aux autres petits partis à la Chambre.

Ils reviennent à la charge, monsieur le président. Par mon entremise, ils prient le ministre et le comité de leur permettre de plaider leur cause lorsque le comité siègera de nouveau. Il est grand temps, à leur avis, de conférer aux habitants du Yukon plus de responsabilités sur le plan exécutif. Il est grand temps à leur avis, que cesse le contrôle qu'ils exercent sur le plan bureaucratique. C'est ce qui se produira aussi dans les Territoires du Nord-Ouest si l'on donne suite aux vœux de la Commission Carrothers. Ils veulent assumer plus de responsabilités là-bas.

Le ministre peut lire les vues que j'ai exprimées, ici et au comité permanent, sur les réformes que nous préconisons. Je l'exhorte à ne pas entreprendre d'études ni à créer de commissions et à ne pas user de subterfuges pour que le gouvernement continue à tenir la bride par la bureaucratie. J'exhorte maintenant le ministre à étudier les judicieuses réformes proposées, à donner de la vigueur au Conseil et à l'autoriser à dépenser le produit des taxes qu'il impose lui-même à la population.

Je le répète les conditions au Yukon sont colonialistiques, le mot n'est peut-être pas consigné au dictionnaire, mais le ministre me comprend. J'ai comparé ces conditions à celles qui ont provoqué l'affaire du thé à Boston. Nous